VILLE DE HUNINGUE

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE HUNINGUE

DE LA SEANCE DU 19 NOVEMBRE 2020

Le Conseil Municipal s'est réuni, après avoir été convoqué en due forme, en séance ordinaire et en nombre valable

Monsieur **le Maire** ouvre la séance à 18h32, salue les Conseillers Municipaux, les fonctionnaires, et le représentant de la presse présents.

Présents :

Mmes et MM. Dominique BOHLY, Valérie ZAKRZEWSKI, Christian KEIFLIN, Nicole GESSER, Denis BRENGARD, Véronique STADLER, Jules FÉRON, Adjoints.

Mmes et MM. Magdalena KAUFMANN-SPACHTHOLZ, Philippe SUTTER, Christine FRANCOIS, Olivier CLAUDE, Amar ZELLAGUI, Franck KEIFLIN, Aline GOSALBES, Lyass BENCHEKOR, Anne-Catherine GIESHOFF, Angélique BONNES-LIJIC, Marie TROENDLÉ, Qendresa ALIU, Patrick STRIBY, Alexandrina TRENEVA, Conseillers.

Ont donné procuration

Madame Céline ADESSI qui a donné procuration à Madame Anne-Catherine GIESHOFF
Monsieur Amar ZELLAGUI qui a donné procuration à Monsieur Jules FÉRON
Monsieur Umberto MEDIATI qui a donné procuration à Valérie ZAKRZEWSKI
Madame Hassina HEBBACHI qui a donné procuration à Monsieur Lyass BENCHEKOR
Monsieur Julien CHRISTLER qui a donné procuration jusqu'au point 11 inclus à Madame Nicole GESSER
Monsieur Mathieu FRIES qui a donné procuration à Monsieur Patrick STRIBY
Madame Véronique WAUTHIER qui a donné procuration à Monsieur Patrick STRIBY
Monsieur Philippe LAPP-HUMBERT qui a donné procuration à Monsieur Dominique BOHLY

Secrétaire de séance :

M. Quentin BRUNOTTE, Directeur Général des Services.

Presse :

Journal : L'Alsace

Ordre du jour :

POINT. 1	ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 17 SEPTEMBRE 2020	3
POINT. 2	DÉSIGNATION D'UN SECRÉTAIRE DE SÉANCE	3
POINT. 3	FONDS DE CONCOURS, SAINT-LOUIS AGGLOMÉRATION (SLA)	4
POINT. 4	AVENANT À LA CONVENTION DE TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT	5
POINT. 5	HUNELEC, AUGMENTATION DE CAPITAL	6
POINT. 6	SUBVENTIONS 2021 VERSEMENTS D'ACOMPTES	8
POINT. 7	RÉVISION DES TARIFS DU PARKING PLACE ABBATUCCI	9
POINT. 8	TARIFS MUNICIPAUX 2021	9
POINT. 9	TARIFS PARC DES EAUX VIVES 2021	9
POINT. 10	AIDE EXCEPTIONNELLE « COVID-19 » AU PAIEMENT DES LOYERS DES COMMERCES, SERVICES ET ARTISANS DE PROXIMITÉ	10
POINT. 11	CRÉANCES ADMISES EN NON-VALEUR	14
POINT. 12	DÉCISIONS BUDGÉTAIRES MODIFICATIVES	15
POINT. 13	OPPOSITION AU TRANSFERT DE LA COMPÉTENCE « PLAN LOCAL D'URBANISME, DOCUMENTS D'URBANISME EN TENANT LIEU ET CARTE COMMUNALE » À SLA	19
POINT. 14	CESSION D'UNE PARCELLE AU PROFIT DE LA SOCIÉTÉ ELANCO	22
POINT. 15	CESSION DE PARCELLES RUE DE FERRETTE	23
POINT. 16	SERVITUDE AU PROFIT DE HUNELEC	24
POINT. 17	CESSION D'UNE PARCELLE BOULEVARD D'ALSACE	25
POINT. 18	CESSION D'UNE PARCELLE RUE WILSON	26
POINT. 19	ATTRIBUTION DE PRIME (TRAVAUX D'ISOLATION)	29
POINT. 20	TRANSFERT À SLA DE LA COMPÉTENCE « CRÉATION ET GESTION DE MAISONS DE SERVICES AU PUBLIC (MSAP) ET DÉFINITION DES OBLIGATIONS DE SERVICE PUBLIC Y AFFÉRENTES »	30
POINT. 21	ADOPTION D'UNE CHARTE DU TEMPS DE TRAVAIL	32
POINT. 22	FRAIS DE DÉPLACEMENT DES AGENTS MUNICIPAUX	33
POINT. 23	CONVENTION D'INTERVENTION DU PSYCHOLOGUE DU TRAVAIL	34
POINT. 24	MISE EN PLACE TRANSITOIRE DU TÉLÉTRAVAIL	35
POINT. 25	ADOPTION D'UN PRINCIPE EXCEPTIONNEL DE FACTURATION DES DROITS D'ÉCOLAGE DE L'ACADÉMIE DES ARTS	37
POINT. 26	INFORMATIONS DU MAIRE	38
POINT. 27	POINTS DIVERS	39

Monsieur **le Maire** précise que cette séance du Conseil Municipal est dense afin d'éviter un nouveau Conseil au mois de décembre.

POINT. 1 ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 17 SEPTEMBRE 2020

Le procès-verbal est transmis en annexe à l'ordre du jour.

Les observations sont à formuler par écrit avant la séance ou de vive voix au moment de l'adoption du procès-verbal.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 17 septembre 2020.
-

POINT. 2 DÉSIGNATION D'UN SECRÉTAIRE DE SÉANCE

L'article L.2541-6 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) applicable en Alsace-Moselle, indique que lors de chacune de ses séances, le Conseil Municipal désigne son secrétaire.

Ce secrétaire peut être choisi en dehors des membres du Conseil.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- de nommer Monsieur Quentin BRUNOTTE, DGS, en tant que secrétaire de séance.

POINT. 3 FONDS DE CONCOURS, SAINT-LOUIS AGGLOMÉRATION (SLA)

Monsieur **Denis BRENGARD** expose :

Deux opérations éligibles aux fonds de concours (dans la catégorie des travaux liés à l'efficacité énergétique) ont été retenues par SAINT-LOUIS AGGLOMÉRATION, à savoir :

- la rénovation de la chaufferie du bâtiment du Triangle dont les conditions sont les suivantes :

Coût prévisionnel du projet	260 000 € HT
Prise en charge par la commune	162 214,97 € HT
Fonds de concours accordé	97 785,03 €

- l'éclairage public rue de Belfort et rue du Port ; fourniture et pose de 18 ensembles à leds dont les conditions sont les suivantes :

Coût prévisionnel du projet	95 089,40 € HT
Prise en charge par la commune	79 144,40 € HT
Fonds de concours accordé	15 945 €

Monsieur **le Maire** indique que SAINT-LOUIS AGGLOMÉRATION a voté ces crédits lors de la séance du Conseil communautaire qui s'est déroulée la veille au soir et ne pas imaginer qu'il y ait une opposition à cette recette.

Monsieur **Patrick STRIBY** rappelle qu'il s'agit déjà de l'argent de la Commune.

Monsieur **le Maire** confirme.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- d'accepter ces deux fonds de concours pour respectivement 97 785,03 € et 15 945 € pour les travaux présentés ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le 1^{er} Adjoint à signer tout document y afférent et notamment les deux conventions jointes en annexe.

POINT. 4 AVENANT À LA CONVENTION DE TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT

Monsieur **Dominique BOHLY** expose :

Dans le cadre du projet de dévoiement du réseau d'assainissement rue de l'Abattoir et rue France, la Commune a signé, avec SAINT-LOUIS AGGLOMÉRATION, une convention initiale (délibération du 20 juin 2019) pour un montant de 102 000 € TTC et un premier avenant (délibération du 12 décembre 2019) portant le montant des travaux à 126 000 € TTC.

Il est proposé aujourd'hui de signer un avenant n° 2 à hauteur de 223 883,67 € TTC afin de finaliser cette opération (voir annexe).

Madame **Christine FRANCOIS** souhaite obtenir des précisions quant aux raisons de cette augmentation.

Monsieur Richard HORN, chef du pôle technique, précise qu'il s'agit de canalisations d'un ouvrage d'art « inconnu » rattaché à un ancien pont de franchissement d'un fossé appartenant à EDF qui permettait le passage vers le bac pour WEIL AM RHEIN. Il ne s'agit pas d'un ouvrage Vauban.

Monsieur **le Maire** confirme que beaucoup de choses se sont passées à l'endroit où ces travaux ont lieu et tout n'a pas été inscrit sur des plans à l'époque. Cette situation a surpris aussi bien la Ville que l'Agglomération.

Monsieur Richard HORN rappelle que la Commune de HUNINGUE agit en tant que maître d'ouvrage pour le compte de l'Agglomération à qui la compétence appartient.

Monsieur **le Maire** confirme.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- d'arrêter ce montant définitif à 223 883,67 € TTC ;
- d'autoriser Monsieur le 1^{er} Adjoint à signer tout document relatif à cet avenant n°2 (arrondi à 224 000 €);
- d'ajuster les crédits budgétaires via une décision modificative.

POINT. 5 HUNELEC, AUGMENTATION DE CAPITAL

Monsieur le Maire quitte la salle des séances.

Monsieur **Dominique BOHLY** expose :

Dans le prolongement de la séance du Conseil Municipal du 11 juin 2020 consacrée notamment au Compte Administratif 2019, il avait été évoqué la possible augmentation du capital de la Société HUNELEC.

Les motifs de cette augmentation sont les suivants:

- sous-capitalisation de la société (actuellement 120 000 €) au regard de son activité et en comparaison aux autres entreprises du secteur ;
- besoin en fonds de roulement couvert de manière récurrente par le compte courant associé de l'opérateur ;
- conséquence de la crise sanitaire actuelle :
 - o baisse de l'activité économique ;
 - o impacts sur la marge « énergie » avec une hausse de la dette client (voire des impayés malgré des actions de recouvrement en cours) qui tendent la trésorerie.

En complément, il est à noter que HUNELEC a entrepris de nombreuses actions notamment :

- sur son encours bancaire avec un décalage des échéances sur 6 mois et prolongement du prêt destiné au financement d'un secours électrique au moyen de groupes électrogènes (avenant concernant la garantie d'emprunt voté lors de la dernière séance du Conseil Municipal) ;
- report des redevances Ville et opérateur.

Aussi, et en fonction des projections réalisées, il est proposé une augmentation de 435 200 € ce qui porterait le capital à 555 200 € (pour rappel actuellement 120 000 €) soit :

- 261 120 € pour la Commune de HUNINGUE (60%) ;
- 174 080 € pour Fipares (40 % Holding du Groupe ES).

Au plan comptable, cette opération se traduirait par une quasi compensation entre la redevance 2019 pour la somme de 261 398,96 € (au compte 757) versée encore sur 2020 et la prise de participation complémentaire (au compte 261). Il s'agit en réalité d'un mouvement sans réel flux.

À noter enfin que la redevance prévisionnelle 2020 (versée sur 2021 mais à rattacher sur 2020 comptablement) serait à ce stade de 150 000 € (année Covid), puis passerait (suite trajectoire) à environ 250 000 € dès l'année suivante via le versement de dividendes.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- d'approuver cette augmentation de capital ;
- de prévoir un crédit arrondi de 261 200 € au compte 261 (décision modificative à suivre) ;
- d'autoriser Monsieur le 1^{er} Adjoint à signer tout document nécessaire à cette opération.

Monsieur le Maire regagne la salle des séances.

Monsieur **le Maire** précise qu'il s'agit là d'une décision sage de la part de HUNELEC. Cette augmentation de capital aurait peut-être pu être plus précoce, mais les conséquences de la pandémie font qu'il n'y avait plus le choix.

Monsieur **Dominique BOHLY** rappelle l'importance de HUNELEC notamment vis-à-vis des grands industriels Huninguois qui doivent pouvoir compter sur des professionnels compétents et de proximité.

Monsieur **le Maire** rappelle qu'avant 2004 l'électricité était gérée par la Compagnie Générale des eaux. Celle-ci n'était pas mauvaise s'agissant de l'eau mais, en ce qui concerne l'électricité, c'était une découverte. Lorsque la Commune a changé de concessionnaire en choisissant Électricité de Strasbourg, la différence a été palpable.

POINT. 6 SUBVENTIONS 2021 VERSEMENTS D'ACOMPTES

Monsieur **le Maire** tient à préciser, pour les nouveaux Conseillers, qu'il s'agit d'une opération habituelle en fin d'année. Les associations perçoivent des subventions votées lors de l'approbation du budget primitif en mars/avril mais certaines ont besoin de fonds entre le mois de décembre et de mai de l'année suivante date à laquelle les versements sont effectifs. C'est pourquoi ces avances sont proposées, sachant que les montants votés ce soir seront défalqués de ceux des subventions versées lors du vote du budget.

Monsieur **Denis BRENGARD** expose :

Afin de faire face aux premières échéances de l'année et dans l'attente de l'adoption du Budget Primitif 2021, il est proposé le versement d'acomptes au titre de l'exercice 2021 aux organismes suivants :

Association Familiale pour l'Enfance	150 000 €
CCAS	25 000 €
Amicale du personnel	80 000 €

Madame **Anne-Catherine GIESHOFF** souhaite savoir à quelle hauteur s'élèvent ces acomptes par rapport aux subventions totales.

Monsieur **Denis BRENGARD** indique qu'elles représentent : 50% de la subvention totale pour l'Association Familiale pour l'Enfance, 30 % pour le CCAS, 70 % pour l'Amicale du personnel.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- d'accorder ces avances à valoir sur les subventions 2021 tel que décrit ci-dessus ;
- de charger de ces mandatements Monsieur le Maire ou son représentant.

POINT. 7 RÉVISION DES TARIFS DU PARKING PLACE ABBATUCCI

Monsieur **le Maire** précise que la volonté est d'harmoniser les situations entre le parking en surface (zones bleues), avec la gratuité durant deux heures lors des pauses méridiennes et ce qui est pratiqué dans le parking de la Place Abbatucci. Cette modification n'est pas sans avoir posé des difficultés techniques notamment du fait du chevauchement avec la gratuité automatique de la première heure en sous-sol.

Monsieur **Denis BRENGARD** expose :

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- d'approuver les tarifs tels que présentés en annexe.

POINT. 8 TARIFS MUNICIPAUX 2021

Monsieur **Denis BRENGARD** expose :

Comme chaque année, le Conseil Municipal est amené à procéder à un réajustement des tarifs municipaux.

La présente délibération concerne l'année budgétaire 2021.

Monsieur **le Maire** signale que les tarifs concernant l'activité commerciale ne subiront pas, cette année, d'augmentation.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- d'approuver l'augmentation moyenne envisagée d'environ 1,5% des tarifs municipaux tels que présentés en annexe.

POINT. 9 TARIFS PARC DES EAUX VIVES 2021

Madame **Valérie ZAKRZEWSKI** expose :

Les tarifs 2021 du Parc des eaux vives sont proposés en annexe.

Madame **Valérie ZAKRZEWSKI** fournit des explications quant aux augmentations de tarifs et notamment concernant les cartes multi-séances dont les tarifs ont augmenté de 2%.

Madame **Valérie ZAKRZEWSKI** précise néanmoins que ces tarifs avaient été gelés durant trois ans et que, si l'augmentation traditionnelle de 1,5 % avait été appliquée chaque année, les tarifs seraient plus élevés qu'à l'heure actuelle.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'adopter les nouveaux tarifs tels que présentés en annexe.

POINT. 10 AIDE EXCEPTIONNELLE « COVID-19 » AU PAIEMENT DES LOYERS DES COMMERCES, SERVICES ET ARTISANS DE PROXIMITÉ

Monsieur **Jules FÉRON** fait état des difficultés auxquelles les commerçants Huninguois doivent faire face compte tenu de la situation sanitaire et de ses conséquences et rappelle les aides concrètes déjà apportées dont notamment :

- la délibération adoptée lors de la séance du Conseil Municipal du 2 juillet;
- les informations publiées sur le site de la Commune recensant les efforts et initiatives des commerçants ;
- l'exonération de droits de places...

Cette délibération propose une aide aux loyers pour 19 commerces s'élevant à un montant de 7 600 euros contre l'attestation sur l'honneur des commerçants concernés de ne pas avoir bénéficié d'aide de la part de leurs propriétaires.

À cela s'ajoute la distribution de chèques cadeau pour les seniors par le CCAS qui permettront la redistribution de 25 000 euros pour les commerçants Huninguois membres de l'association « Les Enseignes ».

Monsieur **le Maire** ajoute que les membres de l'amicale du personnel en bénéficieront également pour les mêmes raisons.

Monsieur **Philippe SUTTER** souhaite savoir si ces bons d'achat ne sont valables que chez les commerçants membres de l'association.

Monsieur **Jules FÉRON** répond par l'affirmative. Il est nécessaire pour la Commune de s'associer à un opérateur car il faut convertir ces bons en argent. Il s'agit d'argent public qui exige de la traçabilité. Il n'existe donc pas d'autres alternatives que de se tourner vers « Les Enseignes ».

Monsieur **le Maire** précise que, sans ce support, il faudrait conventionner avec chaque commerçant et que cela compliquerait singulièrement les choses.

Monsieur **Jules FÉRON** poursuit en précisant que la Commune a fait le choix de se tourner vers cette association pour qu'elle assure la logistique et qu'elle se charge notamment des aspects comptables. La Commune agit d'une certaine manière comme un simple client de l'association en lui achetant des chèques qu'elle distribue par la suite aux seniors ou aux membres du personnel.

Monsieur **Jules FÉRON** affirme qu'il s'agit là d'un soutien fort pour encourager les gens à dépenser localement.

Madame **Anne-Catherine GIESHOFF** estime que ce système semble être « gagnant-gagnant » mais s'interroge sur l'existence de critères pour qu'un commerçant rejoigne cette association.

Monsieur **le Maire** répond qu'il n'y a pas de critères et que tous les commerçants peuvent y adhérer. Cette association est elle-même membre d'une autre association appelée « Reg'yo ». Par contre « Les vitrines de SAINT-LOUIS » n'en sont pas membres. Cela n'est pas sans créer des difficultés notamment lorsque SAINT-LOUIS AGGLOMÉRATION mettra également en place des mécanismes de soutien aux commerces.

Monsieur **Patrick STRIBY** en profite pour indiquer qu'une nouvelle application mobile a été créée et qu'elle se nomme « Vivre les 3 frontières ». Celle-ci est subventionnée par SAINT-LOUIS AGGLOMÉRATION. Cependant il semble qu'elle n'indique que des commerces ludoviciens et estime qu'il ne faut pas que des petites guéguerres persistent et empêchent de faire avancer les dossiers.

Monsieur **le Maire** affirme qu'il fera remonter cette information à SAINT-LOUIS AGGLOMÉRATION.

Monsieur **le Maire** précise que l'année prochaine la situation des commerçants propriétaires de leur local sera étudiée et estime également que les propriétaires privés, s'ils souhaitent conserver leurs commerçants locataires, devraient consentir à faire un effort lors de la perception des loyers.

Monsieur **Jules FÉRON** expose :

En raison de l'urgence à aider le petit commerce Huninguois, la Ville de HUNINGUE a souhaité prendre des mesures complémentaires à celles de l'État, de la région et de l'agglomération pour soutenir les commerces, services et artisans indépendants, interdites en temps normal, dans le cadre de sa politique publique. La Ville de HUNINGUE s'est engagée à :

- aider financièrement les commerces, services et artisans indépendants de la commune, locataires de locaux commerciaux à concurrence de 400 euros par bénéficiaire, pour allègement des charges de loyers du 1^{er} semestre 2020. Cette aide exclut les magasins de distribution d'alimentation générale d'une surface supérieure à 300 m², les professions médicales, les auxiliaires médicaux et les secteurs de la banque et de l'assurance ;
- aider financièrement les commerces, services et artisans indépendants de la commune, propriétaires de leurs murs, à concurrence de 2/12^e de leur taxe foncière 2020 sur les propriétés bâties et de 400 euros par bénéficiaire. Cette aide exclut les magasins de distribution d'alimentation générale d'une surface supérieure à 300 m², les professions médicales, les auxiliaires médicaux et les secteurs de la banque et de l'assurance.

En date du 2 juillet 2020, le Conseil Municipal a approuvé le principe et le dispositif d'aide au paiement des loyers dans les conditions fixées ci-dessus.

Dans ce cadre, il est proposé d'attribuer une aide pour allègement des charges de loyers des mois de mars et avril 2020 :

- à la société TODAY'S SPECIAL représentée par M. Rodérick NIARFAIT gérant du restaurant AUTOUR DE LA TABLE sis au n°17A de la rue de Village Neuf, pour un montant de 400 euros ;
- à la société SARL DENIZ KEBAB représentée par M. Hassan CICEK gérant du restaurant DENIZ KEBAB sis au n°12 de la rue Abbatucci, pour un montant de 400 euros ;
- à M. ou Mme Marc NAMLI gérant du restaurant EFES-CHEZ MOUSSE sis au n°17 avenue de Bâle, pour un montant de 400 euros ;
- à la société EURL LA PIAZZETTA représentée par M. Domenico FUNARO gérant du restaurant LA PIAZZETTA sis au n°16 de la rue du Maréchal Foch, pour un montant de 400 euros ;

- à la société L'OVIV SAS représentée par M. Ahmed KEROUACHE gérant du restaurant LE JARDIN DES OVIV sis au n°1B quai du Maroc, pour un montant de 400 euros ;
- à la société BAR DE L'EGLISE représentée par Mme Stanimira NEIKOVA gérante de la brasserie A L'EGLISE sise au n°1 de la rue de l'Etoile, pour un montant de 400 euros ;
- à Mme Concetta SAMMITO gérante de la boutique PICCOLA ITALIA sise au n°19 de la rue Barbanègre, pour un montant de 400 euros ;
- à la société ATMOSP'HAIR représentée par Mme AMPS-MEYER Isabelle gérante du salon de coiffure ATMOSP'HAIR sis au n°15 de la rue de Saint-Louis, pour un montant de 400 euros ;
- à la société SE CREA-COIFF'2C SARL représentée par Mme Chantal KERN gérante du salon de coiffure CREA COIFF'2C sis au n°17 de la rue Barbanègre, pour un montant de 400 euros ;
- à la société CYNDIE COIFFURE VISAGISTE CYNDIE représentée par Mme SCHACKIS Cyndie gérante du salon de coiffure CYNDIE COIFFURE VISAGISTE sis au n°1 de la rue Barbanègre, pour un montant de 400 euros ;
- à la société HARMONIE COIFFURE représentée par Mme Joséphine MORABITO gérante du salon de coiffure HARMONIE COIFFURE sis au n°12 de la rue des Boulangers, pour un montant de 400 euros ;
- à la société SAS FRESH représentée par M. Anas MANKHAR gérant de l'entreprise STYL FRESH sise au n°7 rue de Saint-Louis, pour un montant de 400 euros ;
- à la société NEOS INSTITUT représentée par Mme Sophie GOETSCHY gérante de l'institut de beauté NEOS sis au n°33 de la rue Abbatucci, pour un montant de 400 euros ;
- à la société INSTITUT DE BEAUTE TICIA représentée par Mme Laetitia GARCIA gérante de l'institut de beauté TICIA sis au n°9 de la rue Barbanègre, pour un montant de 400 euros ;
- à la société SAS MP BEAUTE représentée par Mme Mylène VAUTIER gérante de l'institut de beauté MP BEAUTE sis au n°10 de la place de la Victoire, pour un montant de 400 euros ;
- à la société ANNIE FLEURS représentée par Mme Nadine ANZUR gérante de la boutique ANNIE FLEURS sise au n°24 de la rue de la Pyramide, pour un montant de 400 euros ;
- à la société ENELCA R.T.M. représentée par M. Bruno CERONI gérant de l'entreprise PRO&CIE sis au n°46 rue de Saint-Louis, pour un montant de 400 euros ;
- à la société 1+1 PHOTOCOMPOSITION représentée par M. Claude CACHEUR gérant de l'imprimerie 1+1 PHOTOCOMPOSITION sise au n°7 de la rue du Jura, pour un montant de 400 euros ;
- à Mme Laura GERST gérante du salon de tatouage CONNEXION 23 sis au n°8 de la rue Vauban, pour un montant de 400 euros.

Le montant global de ces 19 aides s'élève à 7 600 euros.

Par ailleurs, les avis de taxe foncière 2020 sur les propriétés bâties n'étant pas encore parvenus aux propriétaires, il est proposé de reporter au 31 janvier 2021 la date butoir de dépôt des dossiers de demande d'aide dont l'attribution fera l'objet d'une seconde délibération en 2021.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- d'approuver les attributions de 19 aides telles que précisées ci-dessus pour un montant global de 7 600 euros ;
- d'approuver le principe d'un report de la date butoir de dépôt des dossiers au 31 janvier 2021 et d'une seconde délibération en 2021 portant sur les nouvelles demandes déposées;
- d'inscrire ces crédits au compte 6745 (décision modificative à suivre).

POINT. 11 CRÉANCES ADMISES EN NON-VALEUR

Monsieur **Denis BRENGARD** expose :

Des dossiers relatifs à des créances irrécouvrables pour la somme totale de 4 996,75 € ont été transmis à la Commune par le Trésor Public.

Ils concernent des produits irrécouvrables ayant fait l'objet de poursuites diverses (lettre de relance, mise en demeure, saisie employeur/bancaire, huissier privé/public avec comme finalité une saisie vente); mais malheureusement aujourd'hui sans suite.

Monsieur **Denis BRENGARD** précise que trois domaines sont concernés :

- un sinistre sur le domaine public pour une somme supérieur à 2 000 euros ;
- des droits d'écolage ;
- des factures de périscolaire.

Madame **Anne-Catherine GIESHOFF** souhaite connaître le nombre de personnes concernées par ces dossiers et les délais moyens avant d'aboutir à une telle décision et si ces sommes prennent en compte des majorations.

Monsieur **le Maire** indique que souvent, compte tenu des sommes en jeu, il s'agit de plusieurs situations. Parfois, lorsqu'il s'agit de loyers, cela peut monter rapidement et concerner moins de cas. Les majorations ne sont pas prises en compte il s'agit des sommes dues au départ. Les dossiers peuvent être longs à instruire en moyenne deux à trois ans.

Monsieur Jean-Charles GREDY, chef du pôle des finances, précise qu'il s'agit en l'occurrence d'une vingtaine de personnes et confirme que les délais avant d'aboutir à ces admissions en non-valeur sont extrêmement variables. Selon les procédures en cours et la complexité des dossiers, elles peuvent durer dix ans.

Madame **Christine FRANCOIS** souhaite savoir si ces sommes étaient budgétisées.

Monsieur Jean-Charles GREDY répond par l'affirmative, 5 000 euros étaient inscrits mais d'autres dossiers sont en cours pour lesquels la Commune n'a pas encore souhaité donner suite.

Monsieur **le Maire** ajoute qu'il serait étonnant que les conséquences de l'année 2020 ne se fassent pas sentir dans quelques années et que ces admissions aillent en augmentant. Monsieur **le Maire** précise qu'il ne s'agit pas d'effacer les créances des personnes concernées mais de supprimer des inscriptions budgétaires dans un souci de transparence et de sincérité.

Jean-Charles GREDY précise que les administrés peuvent encore rembourser ces sommes en cas de « retour à meilleure fortune » ce qui est très rare.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser la mise en non-valeur de la somme totale de 4 996,75 € (à porter au compte 6541/01).

POINT. 12 DÉCISIONS BUDGÉTAIRES MODIFICATIVES***Arrivée de Monsieur Julien CHRISTLER***

Monsieur **le Maire** précise que cette année, compte tenu du nombre relativement faible d'écritures, il n'y aura pas de budget supplémentaire mais les présentes décisions modificatives.

Monsieur **Denis BRENGARD** expose :

Dans le cadre des ajustements budgétaires de fin d'année, il est proposé au Conseil Municipal les décisions budgétaires modificatives suivantes :

BUDGET VILLE**Section de Fonctionnement**

	<u>DEPENSES</u>	<u>RECETTES</u>
6032/820 « Variation stocks autres approvisionnements » (extourne stock initial + enregistrement stock final ATELIER)	+ 36 400 €	+ 44 200 €
6037/33 « Variation stocks de marchandises » (extourne stock initial + enregistrement stock final BAR Triangle)	+ 300 €	+ 300 €
60222/820 « Produits d'entretien » (Réassort pour fin d'année)	+ 3 000 €	
605/820 « Achats de matériel, équipements, travaux »	- 5 000 €	
60623/422 « Alimentation »	- 5 000 €	
60632/820 « Fournitures de petit équipement »	- 5 000 €	
6135/33 « Locations mobilières » (Réduction de l'enveloppe 2020 sur le Triangle)	- 15 000 €	
61521/412 « Terrains » (report décompactage terrain synthétique)	- 25 000 €	
615231/822 « Voiries » (reprise complémentaire de trottoirs + marquage)	+ 20 000 €	
615232/822 « Réseaux » (compensation 615231)	- 20 000 €	
617/020 « Etudes et recherches » (mouvement compensé 617/6226)	- 10 000 €	
6226/020 « Honoraires » (mouvement compensé 617/6226)	+ 10 000 €	
6228/33 « Divers »	- 8 000 €	
6232/024 « Fêtes et cérémonies »	- 25 000 €	

(réajustement prévision post-Covid)		
6236/023 « Catalogues et imprimés »		- 13 000 €
6248/422 « Divers »		- 5 000 €
6282/020 « Frais de gardiennage »		- 10 000 €
(réajustement prévision post-Covid)		
6283/414 « Frais de nettoyage des locaux »		- 15 000 €
(tâches réalisées en régie)		
6288/020 « Autres services extérieurs »		- 10 000 €
(réajustement prévision post-Covid)		
6745/93 « Subventions aux personnes de droit privé »		+ 7 600 €
(Aide exceptionnelle aux commerces COVID-19 DCM 02/07)		
739223/01 « FPIC »		- 11 000 €
(suite notification SLA)		
023 « Virement à la section d'investissement		+ 318 400 €
6419/820 « Remboursements/rémunérations du personnel »		+ 18 000 €
(IJ perçues pour le personnel en maladie...)		
7062/311 « Redevances/droits à caractère culturel »		- 10 000 €
(réajustement prévision post-Covid)		
7067/422 « Redevances/droits périscolaires »		+ 40 000 €
(réajustement prévision post-Covid)		
70688/422 « Autres redevances/droits »		+ 27 000 €
7381/01 « Taxe additionnelle/droits de mutation »		+ 92 200 €
(réajustement/mutations constatées)		
7484/01 « Dotation de recensement »		+ 14 000 €
757/01 « Redevances/fermiers + concessionnaires »		- 60 000 €
(réajustement prévision post-Covid)		
75814/01 « Redevance/énergie hydraulique »		+ 5 000 €
(quote-part barrage de Kembs)		
7711/61 « Dédits/pénalités perçues »		+ 28 000 €
(sur OP PUV lot plomberie/sanitaire-électricité/courant faible)		
7713/422 « Libéralités reçues »		+ 7 000 €
(don AJC pour le camp Jeunesse Hiver 2020)		

7788/01 « Produits exceptionnels divers »		+ 8 000 €
(remboursement sinistres divers)		

TOTAL	+ 213 700 €	+ 213 700 €
-------	-------------	-------------

Section d'investissement

DEPENSES RECETTES

021 « Virement de la section de fonctionnement »		+ 318 400 €
--	--	-------------

10226/01 « Taxe d'aménagement »		+ 170 000 €
(suite divers permis de construire)		

4582/824 « Opérations/compte de tiers »		+ 98 000 €
(complément travaux assainissement refacturation SLA)		

041 « Opérations patrimoniales »

2315/822 « Installations, matériels, outillage technique »		+ 200 000 €
(équilibré en dépenses d'investissement)		

020 « Dépenses imprévues »	- 200 000 €	
(transfert OP 352315 Rues et trottoirs)		

2031/824 « Frais d'études »	+ 50 000 €	
(démarrage opération 8 rue Abbattucci)		

OP 35 2315/822 « Rues et trottoirs »	+ 377 200 €	
(Complément travaux en cours)		

261/01 « Titres de participation »	+ 261 200 €	
(augmentation du capital Hunelec)		

4581/824 « Opérations/compte de tiers »	+ 98 000 €	
(complément travaux assainissement refacturation SLA)		

041 « Opérations patrimoniales »

238/822 « Avances versées/immobilisations corporelles »	+ 200 000 €	
(équilibré en recettes d'investissement)		

TOTAL	+ 786 400 €	+ 786 400 €
-------	-------------	-------------

<u>BUDGET PARKING</u>	<u>DEPENSES</u>	<u>RECETTES</u>
165 « Dépôts et cautionnements reçus »	+ 500 €	
2138 « Autres constructions »	- 500 €	
TOTAL		

Monsieur **le Maire** rappelle, lors de l'examen de la section de fonctionnement du budget principal, les notions de FPIC et de droits de mutation.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- de valider les décisions budgétaires modificatives telles que proposées ci-dessus.

POINT. 13 OPPOSITION AU TRANSFERT DE LA COMPÉTENCE « PLAN LOCAL D'URBANISME, DOCUMENTS D'URBANISME EN TENANT LIEU ET CARTE COMMUNALE » À SLA

Les dispositions de l'article 136 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové organise le transfert de la compétence « Plan Local d'Urbanisme (PLU), documents d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération en modifiant les articles L. 5214-16 (pour les communautés de communes) et L. 5216-5 (pour les communautés d'agglomération) du Code général des collectivités territoriales.

La loi a prévu le transfert de la compétence « PLU » aux EPCI à la date du 27 mars 2017 mais permettait aux Communes membres de bloquer ce transfert en manifestant leur opposition.

En application de l'article 136 II de la loi ALUR, les Communes membres de SAINT-LOUIS AGGLOMÉRATION se sont opposées en 2017 au transfert de la compétence PLU en actionnant la minorité de blocage prévue par la loi (au moins 25% des communes membres représentant au moins 20%).

SAINT-LOUIS AGGLOMÉRATION n'a donc pas acquis la compétence « PLU » en 2017.

L'article 136 II 2^e alinéa de la loi du 24 mars 2014 organise une « clause de revoyure » en prévoyant que le transfert de compétence PLU à l'EPCI a lieu, dans les territoires où une opposition s'est manifestée en 2017, le 1^{er} janvier de l'année qui suit l'élection du président de la communauté consécutive au renouvellement général des conseils municipaux et communautaires, soit le 1^{er} janvier 2021.

La loi permet toutefois aux Communes de s'opposer encore une fois, par délibération, au transfert de la compétence PLU. dans les mêmes conditions qu'en 2017 (au moins 25% des communes membres représentant au moins 20% de la population doivent s'opposer à ce transfert avant le 1^{er} janvier 2021.)

Art. 136 II 2^e alinéa de la loi ALUR du 24 mars 2014: « ...Si, à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la publication de la présente loi, la communauté de communes ou la communauté d'agglomération n'est pas devenue compétente en matière de plan local d'urbanisme, de documents d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale, elle le devient de plein droit le premier jour de l'année suivant l'élection du président de la communauté consécutive au renouvellement général des conseils municipaux et communautaires, sauf si les communes s'y opposent dans les conditions prévues au premier alinéa du présent II. »

En application de cette disposition, il est proposé au Conseil de s'opposer au transfert de la compétence « plan local d'urbanisme, documents d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » à Saint Louis Agglomération au 1^{er} janvier 2021, afin que la Commune conserve sa compétence en matière de document d'urbanisme.

La maîtrise de la planification locale est en effet une mission essentielle pour la commune notamment quant à ses répercussions en matière d'autorisations d'urbanisme. *(la Commune peut préciser un autre motif qui justifie son opposition au transfert de la compétence PLU : ex si elle a un PLU communal récemment approuvé, si elle veut mettre en avant la maîtrise de la gestion des procédures d'évolution du PLU communal etc...)...*

Monsieur **le Maire** rappelle que HUNINGUE n'est pas la seule Commune à effectuer cette démarche et que celle-ci est appuyée par le bureau de SAINT-LOUIS AGGLOMÉRATION.

Monsieur **Philippe SUTTER** souhaite savoir combien de temps peut durer cette décision.

Monsieur **le Maire** répond que cela durera au moins le temps du mandat en cours, donc jusqu'en 2026. Au-delà il n'est pas possible de garantir ce que l'État va décider.

Monsieur **le Maire** rappelle qu'il faut d'ores et déjà que la Commune se prononce expressément contre cette mesure sans quoi le transfert serait entériné.

Madame **Anne-Catherine GIESHOFF** souhaite connaître les arguments de l'État en faveur de ce transfert.

Monsieur **le Maire** estime que l'État souhaite faire valoir un aménagement plus global sans tenir compte de l'avis des Conseils Municipaux. Or, dans une agglomération il y a des Communes urbaines, périurbaines, rurales et chacune doit pouvoir imaginer son développement comme elle l'entend, surtout que celui-ci est déjà encadré par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) et par le Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire (SRADDET). Ces documents sont déjà inspirés par l'État mais, aller plus loin reviendrait à ôter aux Conseillers municipaux un pouvoir essentiel quant à l'avenir de leur collectivité.

Monsieur **le Maire** estime que ce n'est pas le bon chemin et que quand bien même une direction globale commune serait arrêtée par l'agglomération, celle-ci s'exprimerait par une majorité contre une minorité, or les divergences de point de vue sont plus simples à gérer à l'échelon communal.

Monsieur **Dominique BOHLY** estime que les concitoyens souhaitent de la proximité pour les questions du quotidien.

Monsieur **Dominique BOHLY** se déclare incompétent quant aux subtilités du développement d'une Commune de l'arrière-pays par exemple. Cela n'empêche absolument pas aux Communes de s'entendre et de porter des projets communs comme ce fut le cas pour la station d'épuration qui a été dimensionnée en conséquence de la croissance de l'EPCI.

Monsieur **le Maire** affirme également que SAINT-LOUIS AGGLOMÉRATION dispose de trop de compétences et que si cette faculté de s'opposer à ce transfert perdure, il faudra la conserver.

Monsieur **Dominique BOHLY** ajoute que dans certains domaines, ces transferts de compétence ont du sens comme tel est le cas des ordures ménagères, de l'assainissement ou de l'eau... Mais pour ce qui est du tissu urbain cela a beaucoup moins de sens.

Monsieur **Patrick STRIBY** estime que la compétence en question est l'une des dernières dont la Commune peut se prévaloir.

Monsieur **le Maire** réaffirme qu'il faut laisser des latitudes aux Communes grâce au PLU, sinon elles se contenteront de regarder le train passer et insiste sur la contradiction entre les termes « local » et « intercommunal » contenus dans la notion de Plan Local d'urbanisme Intercommunal (PLUI).

VU le code général des collectivités locales

VU l'article 136 II 2^e alinéa de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;

Entendu l'exposé ci-dessus ;

Considérant l'intérêt pour la Commune, tel qu'exposé par Monsieur le Maire, de conserver la compétence « plan local d'urbanisme, documents d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » ;

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- de décider, en application de l'article 136 II 2^e alinéa de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014, de s'opposer au transfert de la compétence « plan local d'urbanisme, documents d'urbanisme en tenant lieu et carte communale », au 1^{er} janvier 2021, à la communauté d'agglomération « SAINT-LOUIS AGGLOMÉRATION » ;
- de dire que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie;
- de charger Monsieur le Maire de transmettre copie de la présente délibération à SAINT-LOUIS AGGLOMÉRATION; copie de la présente délibération sera également transmise à Monsieur le Préfet du Haut-Rhin.

POINT. 14 CESSION D'UNE PARCELLE AU PROFIT DE LA SOCIÉTÉ ELANCO

Monsieur **le Maire** expose :

La société ELANCO a acquis auprès de NOVARTIS, un terrain dans la zone industrielle sud de manière à aménager un parking au profit de son personnel.

Pour permettre un aménagement cohérent de ce parking, ELANCO interroge la Commune sur la possibilité d'une cession d'une portion de terrain (40 m², voir annexe).

En contrepartie, ELANCO propose, dans le cadre de l'aménagement de son parking, de créer un aménagement de sécurité au débouché de notre piste cyclable (liaison centre-ville/Bâle). Cet aménagement est estimé à 6 600 € HT et serait pris en charge par ELANCO.

Le Service des Domaines, en date du 8 octobre 2020 (voir annexe), a estimé la valeur vénale de cette parcelle référencée cadastrée Section 07 n°395, classée en Zone 2-AUe du PLU, à 600 €.

Dans ce cadre, au vu de la faible valeur du bien, il est proposé au Conseil Municipal de céder la parcelle cadastrée Section 07 n°395 à l'euro symbolique en contrepartie des travaux de sécurisation de notre piste cyclable.

Monsieur **Dominique BOHLY** précise que cette question de débouché sur la piste cyclable avait déjà été évoquée et qu'un problème subsistait concernant la clôture.

Monsieur **le Maire** rappelle que cette opération représente un manque à gagner de 600 euros, soit dix fois moins que l'investissement qui aurait été nécessaire à la conclusion de cette opération.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- d'approuver la cession à l'euro symbolique de la parcelle susnommée;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant à signer tout document y afférent.

POINT. 15 CESSION DE PARCELLES RUE DE FERRETTE

Monsieur **le Maire** expose :

La Commune de HUNINGUE, en date du 17 février 2011, avait accepté un legs de Madame Elsa GLOOR/HAAS. Ce legs était composé d'une maison vétuste et des parcelles suivantes (voir annexe):

La moitié des biens suivants

Lieudit	Section / n°	Surface
Rue de Ferrette	Section 7 n° 139	01 a 42 ca
RD 107	Section 7 n° 141/47	00 a 98 ca
Rue de Ferrette	Section 7 n° 170/47	00 a 01 ca

Le quart indivise du bien suivant

Rue de Ferrette	Section 7 n° 46	00 a 03 ca
-----------------	-----------------	------------

Les parcelles cadastrées Section 07 N°139, 141, 170 sont en indivision avec Madame Marie-Louise RICHARD, décédée le 29 juillet 2017. Depuis lors, l'Étude Généalogique Successorale Hubert GUETTIER, mandataire de l'ensemble des héritiers de Madame RICHARD a sollicité la Commune en vue d'accepter la vente de ce bien de manière à épurer le passif de Madame RICHARD.

Nota : La parcelle cadastrée Section 07 n°46 est en indivision entre Madame RICHARD (1/4), la Ville de Huningue (1/4) et les conjoints Catherine KEIFLIN/Joseph BILLIG (2/4).

Très récemment, Monsieur Hubert GUETTIER, mandataire des héritiers de Madame RICHARD a informé la Commune qu'il disposait de toutes les autorisations nécessaires pour procéder à une vente de ce bien. Il est précisé que la vente ne porte que sur les parcelles cadastrées Section 07 n° 46, 139, 170, composant l'immeuble mis en vente (3 rue de Ferrette).

Ainsi, au vu de l'avis du Service des Domaines, en date du 21 septembre 2020, qui estime le bien à 45 000 € (voir annexe), le Conseil Municipal est amené à se prononcer sur la vente de cet immeuble, à Madame Valentina BASHA et Monsieur Ilaz BILALLI pour un montant net vendeur de 102 000 €, soit pour la Ville un montant de 51 000 €.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- de décider de vendre les parcelles cadastrées Section 07 n° 46, 139, 170 pour un montant de 102 000 € (51 000 € au profit de la Ville) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout acte y afférent.

POINT. 16 SERVITUDE AU PROFIT DE HUNELEC

Monsieur **Dominique BOHLY** expose :

Le quartier des Jetées est entré dans une phase active avec le démarrage des travaux de terrassement pour les lots A et B. Pour desservir ce futur quartier, il est nécessaire de déplacer le poste de transformation localisé allée des Marronniers.

Nota : Les frais inhérents à ce déplacement sont pris en charge par Voies Navigables de France (VNF), propriétaire du terrain sur lequel est placé le poste actuel.

La société HUNELEC souhaite créer un nouveau poste de transformation d'énergie électrique dans la rue Vauban (voir plan en annexe). De ce fait, il est donc nécessaire d'accorder une autorisation pour installer ce poste ainsi que les équipements techniques de distribution.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer un compromis de constitution de servitudes de type C, tel que présenté en annexe.

Par ailleurs, il est proposé de transférer les parcelles du domaine privé de la Ville, qui composent également la rue Vauban, dans le Domaine Public routier de la ville (voir annexe).

Ainsi, le Conseil Municipal est amené à se prononcer sur la création de cette servitude ainsi que sur le transfert des parcelles suivantes dans le Domaine Public de la Ville :

- Parcelle cadastrée S02 n° 78 ;
- Parcelle cadastrée S02 n° 80 ;
- Parcelle cadastrée S02 n° 110 ;

Nota : du fait de la servitude, la parcelle cadastrée S02 n° 111 restera dans le Domaine Privé de la Ville.

Madame **Magdalena KAUFMANN-SPACHTHOLZ** souhaite obtenir des précisions quant aux différences entre les domaines public et privé de la Commune.

Monsieur Richard HORN expose les principes d'imprescriptibilité et d'inaliénabilité du domaine public.

Monsieur **Dominique BOHLY** précise que le domaine public est par nature ouvert au public alors que, concernant le domaine privé, la Commune se comporte comme un propriétaire classique. Par ailleurs, la Commune paye des impôts sur son domaine privé.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- de valider cette opération telle que présentée ci-dessus ;

- d'autoriser le transfert du Domaine Privé vers le Domaine Public de la Ville les parcelles telles que présentées ci-dessus ;

- d'autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout acte y afférent.

POINT. 17 CESSION D'UNE PARCELLE BOULEVARD D'ALSACE

La Ville de HUNINGUE a vendu en 2013 plusieurs parcelles à la société « HUNINDIS » pour la réalisation d'un magasin alimentaire à l'enseigne « SUPER U ».

Monsieur Thierry BOLTZ, représentant de cette société a récemment fait part de son souhait d'acquérir une parcelle supplémentaire attenante à sa propriété, de manière à lui permettre d'étendre un parking pour son personnel.

Ainsi, il est proposé de céder les parcelles suivantes (voir annexe) cadastrées :

- Section 12 Parcelle 527 d'une contenance de 546 m² ;
- Section 12 parcelle 528 d'une contenance de 2 119 m².

Soit une surface totale de 2 665 m² / 26,65 ares.

Le Service des Domaines, en date du 18 août 2020 (voir annexe), a estimé la valeur vénale de ces parcelles classées en Zone UB du PLU à 333 000 € soit 12 495 €/are.

Monsieur **le Maire** précise que le montant de l'acquisition pour ce terrain est supérieur à celui qui était associé au zonage du précédent PLU. Monsieur BOLTZ a donné son accord puisque la Commune ne lui a pas demandé une réévaluation de l'acquisition réalisée en 2014 payée seulement en 2020.

Monsieur **le Maire** informe les Conseillers que, la veille du présent Conseil Municipal lors du Conseil communautaire de SAINT-LOUIS AGGLOMÉRATION, a été autorisée une vente entre la société CARPENTER et la société HUNINDIS afin de rendre les limites de propriétés plus cohérentes.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la vente des biens énumérés ci-dessus pour un montant de 333 000 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout acte y afférent avec la société HUNINDIS, ou au profit de toute autre personne morale, représentée par Monsieur Thierry BOLTZ.

POINT. 18 CESSION D'UNE PARCELLE RUE WILSON

Monsieur **le Maire** expose :

La Ville de HUNINGUE a été destinataire d'un courrier de Monsieur et Madame Alain WALD propriétaires de la maison sise au 10 rue Wilson, par lequel ils font part de leur souhait d'acquérir un terrain attenant à leur propriété et appartenant à la Ville de HUNINGUE.

Nota : La surface souhaitée par les consorts WALD est composée de la parcelle cadastrée Section 04 n° 340 et d'une partie de la parcelle souche cadastrée Section 04 n°342. Cette dernière parcelle a fait l'objet d'une division parcellaire (procès-verbal d'arpentage n°850 – voir annexe). Les deux parcelles créées sont désormais cadastrées respectivement section 04 n° 359 et S 04 n° 358.

Ainsi, il est proposé de vendre les deux parcelles suivantes (voir annexe) cadastrées :

- Section 04 n° 340 d'une contenance de 704 m² ;
- Section 04 n° 359 d'une contenance de 87 m².

Soit une contenance totale de 791 m².

Il est précisé que la parcelle restante forme le parking de la Corderie et il est proposé de la transférer dans le domaine public Communal.

Monsieur **Patrick STRIBY** se déclare étonné de cette proposition. Les époux WALD possèdent une maison adjacente assise sur un terrain du même ordre de grandeur, ce qui aura pour effet de doubler la superficie de la propriété. Donc, le notaire de la ville s'adresse au Maire en lui disant « j'ai envie d'acheter le terrain à côté de chez moi » alors que depuis des mois n'est évoquée que la densification. Deux questions restent à poser: pour quelles raisons souhaite-t-il agrandir son terrain et pourquoi l'information de la disponibilité de la parcelle n'a pas été portée à la connaissance des Huninguois ?

Monsieur **Patrick STRIBY** indique s'exprimer sous le contrôle de Monsieur **Dominique BOHLY** et estime que si ce propriétaire décide de faire une opération immobilière, le zonage du secteur et ses possibilités lui permettront d'y faire bâtir un immeuble de taille équivalente à celle des constructions voisines.

Monsieur **Patrick STRIBY** répète s'étonner de la capacité qu'à le notaire de la ville de connaître la disponibilité de ce terrain puis de transmettre un écrit à la Municipalité pour l'acquérir sans qu'un appel à candidature ait été effectué.

Monsieur **le Maire** indique qu'il savait que ce terrain était libre puisqu'il en est le voisin immédiat.

Monsieur **Patrick STRIBY** prétend qu'il le savait également en sa qualité de notaire.

Monsieur **le Maire** confirme et précise qu'il connaît également les vacances d'un ensemble d'autres biens.

Monsieur **Patrick STRIBY** estime que l'absence de publicité est dommageable et rappelle qu'à 300 mètres de là, Rue Wilson, des constructions très denses sont sorties de terre.

Monsieur **Patrick STRIBY** précise ne pas être favorable aux dispositions de densification du PLU mais qu'elles existent et donc qu'elles doivent être respectées, mais affirme être interpellé par le manque de transparence de cette situation.

Monsieur **le Maire** précise que l'opération de reprise du parking de la corderie a été menée à bien et qu'elle ne nécessitait pas l'ajout de terrain supplémentaire. La parcelle visée par cette acquisition dispose en effet de proportions qui se prêtaient mal à son insertion dans ce projet.

Monsieur **le Maire** estime qu'il aurait pu être envisagé, sur cette parcelle, une maison de ville. Cependant Monsieur WALD a formulé une proposition d'achat avec pour objectif de laisser le terrain en l'état en l'intégrant dans sa propriété.

Monsieur **Dominique BOHLY** indique que Monsieur WALD est un voisin qui a exprimé son souhait d'acquérir une parcelle, qu'il soit notaire ou non n'a pas d'importance et estime que Monsieur **Patrick STRIBY** devrait être soulagé de savoir qu'il n'y aura pas de nouvelle construction dans le secteur ;

Monsieur **Patrick STRIBY** rétorque qu'en faisant cette acquisition il pourra y faire ériger un immeuble « monstre » sans que la Commune ne puisse y faire quoi que ce soit.

Monsieur **le Maire** indique espérer qu'il ne déménagera pas et ne pas croire que la situation de la rue de Village-Neuf se répète à cet endroit. Si Monsieur WALD souhaite acquérir ce terrain pour bénéficier d'un espace vert derrière chez lui, cela ne pose pas de problème constatant de plus que cela ne remet pas en cause les projets de la Ville dans ce secteur.

Monsieur **Patrick STRIBY** demande confirmation que Monsieur WALD s'est bien engagé à conserver cette propriété pour y étendre son jardin.

Monsieur **le Maire** et Monsieur **Dominique BOHLY** confirment.

Madame **Anne-Catherine GIESHOFF** souhaite savoir s'il y aurait eu un moyen pour que les Huninguois sachent que ce terrain était disponible.

Monsieur **le Maire** précise qu'il convient déjà de savoir ce qui peut être réalisé sur un tel terrain. Compte tenu du zonage il s'agirait d'un petit collectif, ce n'est pas la même chose que d'acquérir un terrain dans un lotissement. Construire une maison individuelle dans ce secteur n'est pas possible.

Monsieur **le Maire** précise également que publier la vacance d'un tel terrain est complexe, car elle pose la question du choix de l'acquéreur retenu. Pour un satisfait, la Commune aurait fait dix à quinze déçus. Ce terrain est adjacent à celui dont Monsieur WALD est actuellement propriétaire et il souhaite en faire un jardin, cela évite qu'un petit collectif s'implante dans cette zone. Il faut également se rappeler que dans le secteur, seuls des immeubles d'au moins 8m de haut peuvent être construits et que d'autoriser une construction de moindre taille n'aurait pas été défendable devant le juge.

Monsieur **Patrick STRIBY** estime que cela n'est pas le sujet.

Monsieur **le Maire** rétorque que ça l'est au contraire vu qu'a été évoquée la situation du quartier.

Monsieur **le Maire** précise en outre que le prix demandé est en tout point conforme à celui estimé par France Domaine.

Le Conseil Municipal décide à 21 voix pour, 5 voix contre (Madame Christine FRANCOIS, Monsieur Mathieu FRIES, Madame Véronique WAUTHIER, Monsieur Patrick STRIBY, Madame Alexandrina TRENEVA) et 3 abstentions (Mesdames Magdalena KAUFMANN-SPACHTHOLZ Céline ADESSI et Anne-Catherine GIESHOFF) :

- d'autoriser la vente des parcelles répertoriées section 04 n° 340 et 359 d'une contenance de 791 m² (7,91 ares) pour un montant de 237 000 € à Monsieur et Madame Alain WALD ;
- de décider de transférer la parcelle référencée S04 n° 358 dans le Domaine public Communal ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout acte y afférent.

POINT. 19 ATTRIBUTION DE PRIME (TRAVAUX D'ISOLATION)

Monsieur **Dominique BOHLY** expose :

Dans le cadre des dispositifs d'aides mises en place par le Conseil Municipal le 1^{er} janvier 2009, il est proposé d'attribuer une prime pour des travaux d'isolation de façades qui correspondent aux critères fixés à :

- Monsieur Paul OTT pour le bâtiment sis 35 rue du Maréchal Joffre.

Pour mémoire, l'aide attribuée ne porte que sur le prix des équipements et des matériaux, hors main-d'œuvre. Celle-ci est de 800 € (plafond pour les travaux supérieurs à 4 000 €).

Les travaux doivent être recommandés par l'Espace Info Energie qui doit être consulté au préalable.

Ainsi, le montant de l'aide proposée est de 800 €. Le montant total des travaux étant de 15 165,74 € HT (montant des fournitures : 6 382 €).

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- d'attribuer une aide d'un montant de 800 € à Monsieur Paul OTT ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout acte y afférent.

POINT. 20 TRANSFERT À SLA DE LA COMPÉTENCE « CRÉATION ET GESTION DE MAISONS DE SERVICES AU PUBLIC (MSAP) ET DÉFINITION DES OBLIGATIONS DE SERVICE PUBLIC Y AFFÉRENTES »

Monsieur **le Maire** expose :

Depuis la crise des gilets jaunes et le Grand Débat qui en a découlé en 2019, l'Etat a relancé la création des Maisons de Services Au Public (MSAP), labellisées désormais sous le terme « Espaces France Services (EFS) ».

Un seul Espace France Services est pour le moment opérationnel dans le Haut-Rhin, à la Sous-Préfecture d'ALTKIRCH, mais l'objectif gouvernemental est d'implanter un point d'accueil par canton d'ici le 1^{er} janvier 2022.

L'Etat encourage ainsi à la création d'un ou plusieurs Espaces France Services sur le territoire de Saint-Louis Agglomération.

Les MSAP ont pour objet d'améliorer l'accessibilité et la qualité des services, en milieu rural et urbain, pour tous les publics. Elles permettent aux usagers d'être accompagnés par des agents formés à cet effet, à leurs démarches dans la vie quotidienne. De l'information à l'accompagnement sur des démarches spécifiques, elles articulent présence humaine et accompagnement à l'utilisation des outils numériques.

Le portage de la création et de la gestion d'un tel service au niveau de l'agglomération semble pertinent au regard de l'objet même de ces espaces qui ont vocation à répondre aux besoins de la population de plusieurs communes. Il est donc proposé que les communes lui transmettent cette compétence.

Si la compétence lui est transférée, SLA envisage ainsi la création d'une ou plusieurs Maison de Service Au Public labellisée « France Services » en lien avec ses Pôles de SIERENTZ et FOLGENSBOURG qui accueillent d'ailleurs déjà en leur sein un certain nombre de permanences de différents organismes (CAF, ADIL, ...) et qui ont vocation à être pérennisés dans le cadre d'une démarche de proximité vis-à-vis de la population.

Ce transfert de compétence n'entraînera aucun transfert financier ou de personnel, la commune n'exerçant pas à ce jour cette compétence.

Monsieur **le Maire** estime que cette compétence a, par nature, une portée communautaire. Il ne serait pas normal qu'une seule Commune paye pour les autres. Madame la Sous-Préfète d'ALTKIRCH s'est d'ailleurs étonnée de l'absence d'une telle structure au sein de SAINT-LOUIS AGGLOMÉRATION. Si l'EPCI en prend la compétence, Il y aura tout d'abord une Maison créée à SIERENTZ en 2021 puis à FOLGENSBOURG en 2022.

Monsieur **Dominique BOHLY** estime qu'il s'agit d'un acte de solidarité vis-à-vis des Communes rurales qui n'ont pas nécessairement la capacité de créer seules une telle structure.

Monsieur **le Maire** confirme.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- de transférer à SAINT-LOUIS AGGLOMÉRATION la compétence « Création et gestion de maisons de services au public et définition des obligations de service au public y afférentes en application de l'article 27-2 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations » telle que prévue à l'article L.5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- de donner pouvoir à Monsieur le Maire ou à son représentant, pour accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

POINT. 21 ADOPTION D'UNE CHARTE DU TEMPS DE TRAVAIL

Monsieur **le Maire** expose :

Le 15 novembre 2001, le Conseil Municipal a approuvé le nouvel aménagement du temps de travail résultant de la mise en place des 35 heures dans les services municipaux huninguois, ce dernier conciliant deux exigences, le maintien d'un service public de qualité tout en améliorant les conditions de vie et de travail des agents.

Ce règlement a été amendé à plusieurs reprises pour tenir compte de l'évolution tant réglementaire que des fonctionnements inhérents à nos services.

Un travail approfondi a été mené à la faveur de la loi n°2019-828 du 6 août 2019 portant transformation de la Fonction publique pour d'une part, mettre notre règlement à jour des décisions prises depuis la dernière mouture de 2013 et d'autre part vérifier le respect des deux exigences fondamentales que sont le maintien et le renforcement d'un service public de qualité avec l'amélioration continue des conditions d'exercice de nos agents.

Un travail conjoint avec les représentants du personnel et le Service des ressources humaines, dans l'esprit des circulaires des 8 juillet 2013 et 31 mars 2017 du Ministère de la Fonction publique incitant les employeurs à s'inscrire résolument dans un dialogue social de fond, a abouti à la rédaction d'une Charte du temps de travail qui vous est soumise pour approbation.

Un certain nombre de nouvelles dispositions portent sur la prise en compte de pratiques et de situations particulières qu'il convient de figer dans le document, d'autres sur de nécessaires précisions absentes de tout écrit à ce jour et enfin sur l'accès des divers guichets au public.

Sur ce dernier point, la Mairie et le bureau des Services techniques fermeront les jeudis à compter de 14 heures pour permettre désormais aux agents des services recevant du public d'instruire, de se réunir ou de se déplacer hors la présence du public.

Enfin, il est précisé que dans l'attente d'un texte unifiant pour la Fonction publique les autorisations spéciales d'absence, il est proposé de laisser notre organisation en l'état sur ce point.

Monsieur **le Maire** tient à préciser que les jeudis une ouverture méridienne est prévue et que par conséquent une plage de 9h à 14h sera accessible au public. Il s'agit d'une simple adaptation de la situation existante qui permettra, en outre, aux agents de disposer de temps pour travailler plus sereinement sur leurs dossiers.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- d'adopter la Charte du Temps qui s'appliquera le 1^{er} janvier 2021 ;
- de renvoyer à Monsieur le Maire le soin de la compléter ultérieurement après avis des représentants du personnel en fonction de l'évolution de la réglementation en la matière ou des nécessités de bon fonctionnement des Services.

POINT. 22 FRAIS DE DÉPLACEMENT DES AGENTS MUNICIPAUX

Monsieur **le Maire** expose :

Par délibération du Conseil Municipal du 4 février 2010, la Ville a adopté le nouveau régime de prise en charge des frais de déplacement. Aujourd'hui à la faveur du décret du 6 juin 2020 modifiant le régime des frais de déplacement des personnels des collectivités locales et des établissements publics et des arrêtés interministériels des 26 février 2019 et 11 octobre 2019 fixant les nouveaux taux des indemnités de mission, il convient de modifier la délibération précitée et de substituer les taux des indemnités de mission comme suit.

A l'occasion de déplacements (missions, formations, participations aux épreuves des concours et examens dans les limites fixées par la délibération du 4 février 2010) les remboursements s'effectuent par référence au taux plafond des indemnités de nuitée et de repas à savoir :

	France métropolitaine		
	Taux de Base	Grandes Villes (+ de 200 000 hab) et communes de la Métropole du Grand Paris	Commune de Paris
Hébergement	70 €	90 €	110 €
Repas	17,50 €	17,50 €	17,50 €

Des avances sur le paiement des frais peuvent être consenties aux agents qui en font la demande.

Leur montant est précompté sur le mandat de paiement émis à la fin du déplacement à l'appui duquel doivent être produits les états de frais.

La délibération du 4 février 2010 reste applicable pour le reste. L'indemnisation des frais de transport s'effectue en fonction de la valeur actualisée des indemnités kilométriques (arrêté du 26 février 2019).

La circulaire RH/05/2015 annexée au Règlement de formation précise les conditions de remboursement des frais de nos agents. Elle reste applicable en l'état avec les nouveaux taux.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- de modifier la délibération du 4 février 2010 en substituant les taux des indemnités de mission tels que présentés ci-dessus.

POINT. 23 CONVENTION D'INTERVENTION DU PSYCHOLOGUE DU TRAVAIL

Monsieur le **Maire** expose :

Par délibération du 17 novembre 2016, le Conseil Municipal a autorisé Monsieur le Maire à convenir des modalités d'intervention du Psychologue du travail placé auprès du Centre de Gestion du Haut Rhin.

Ses interventions peuvent être de divers ordres comme l'accompagnement managérial, la médiation interne, l'accompagnement d'une organisation sur un recrutement, le suivi individuel d'un agent en difficulté ou encore la réalisation du diagnostic et du plan de prévention des risques psycho-sociaux tel que prévu par la circulaire du 25 juillet 2014.

Cette convention signée le 1^{er} février 2017 a été conclue pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction.

Le Conseil d'Administration du Centre de Gestion a décidé de revenir sur la reconductibilité tacite de l'ensemble des conventions qu'il a passées et de fixer un terme à celles-ci au 31 décembre 2020.

Le nouveau terme dorénavant applicable à la convention initiale est fixé au 31 décembre 2021 en tenant compte d'un maximum de 3 années renouvelables annuellement par tacite reconduction.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant correspondant à la convention initiale (voir annexe).

POINT. 24 **MISE EN PLACE TRANSITOIRE DU TÉLÉTRAVAIL**

Monsieur **le Maire** donne la parole à Monsieur Quentin BRUNOTTE, Directeur général de services.

Monsieur Quentin BRUNOTTE présente le dispositif proposé en indiquant qu'il a récolté un avis positif du Comité technique l'avant-veille de la présente séance du Conseil Municipal et insiste notamment sur l'implication de services municipaux pour mettre en place un système satisfaisant. Le placement en télétravail des agents municipaux reste basé sur le volontariat et pour l'heure tous les agents sollicités ont répondu favorablement, même ceux qui avaient exprimé des réticences.

Monsieur Quentin BRUNOTTE rappelle que, afin que ce nouveau mode de travail soit proposé de manière pérenne, il faudra qu'une concertation et des réflexions plus poussées soient conduites et que le système soit validé par le Conseil Municipal.

Madame **Anne-Catherine GIESHOFF** souhaite savoir si des temps de présence communs restent aménagés et quels sont les systèmes mis en place pour faciliter le travail collaboratif. Un échange court, d'une vingtaine de minutes quotidiennes, peut être une bonne option.

Monsieur Quentin BRUNOTTE indique que dans la majeure partie des cas les agents concernés télétravaillent un ou deux jours par semaine. Les temps de présence et d'échange sont donc naturellement existants. L'objectif premier est d'alterner les binômes pour alléger les présences physiques sur site. Concernant les outils collaboratifs, la Commune doit faire encore de nombreux efforts. Pour l'heure, l'accent a été mis sur l'accès à distance aux serveurs informatiques et sur l'équipement des agents en lignes téléphoniques et pour certains en ordinateurs portables partagés.

Monsieur **le Maire** précise avoir constaté que certains agents placés en télétravail ont pu mener à bien des dossiers qui nécessitent plus de sérénité mais que l'objectif pour une collectivité est différent de certaines entreprises où le télétravail est envisageable sur des plages bien plus longues. Par ailleurs des réflexions sont déjà en cours pour doter les agents d'équipement favorisant le télétravail à la faveur des renouvellements périodiques de matériel (environ 20 % par an).

Madame **Alexandrina TRENEVA** souhaite connaître le nombre d'agents télétravaillant et leurs services d'affectation.

Monsieur Quentin BRUNOTTE indique que, compte tenu des alternances décrites ci-dessus, il est difficile de fournir un nombre instantané mais que le télétravail, selon une première estimation, concernerait à terme 43 postes. 37 d'entre eux peuvent immédiatement être télétravaillés au moins un jour par semaine. Des situations de télétravail existent dans chacun des six pôles de la Ville.

VU le Décret n° 2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature ;

VU la circulaire du 1^{er} septembre 2020 relative à la prise en compte dans la fonction publique de l'État de l'évolution de l'épidémie de la COVID-19 ;

VU la Circulaire du 7 octobre 2020 relative au renforcement du télétravail dans la Fonction publique de l'État dans le cadre de la crise sanitaire;

VU les avis du Comité technique du 24 septembre et du 17 novembre 2020;

VU les consignes gouvernementales visant à favoriser la pratique du télétravail.

CONSIDÉRANT le souhait partagé de la Municipalité, des chefs de pôles et des agents concernés de mettre en place le télétravail.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- de valider le principe :

- du recours au télétravail pour des agents dont tout ou partie des fonctions sont d'ordre administratif et qui peuvent être effectuées sans compromettre l'accès des administrés aux services publics ;
- que les accès aux bases de données et serveurs informatiques de la Commune ne peuvent être effectués que conformément aux moyens techniques proposés et déployés par la Commune par le truchement de son prestataire informatique ;
- que les agents, en posture de télétravail, effectuent leurs tâches dans un seul et unique lieu désigné et de préférence à leur domicile ;
- d'un pointage virtuel à l'aide de la plateforme numérique en usage ;
- de ne pas proposer d'indemnités aux agents qui effectuent leurs tâches en télétravail durant cette phase transitoire ;
- que chaque agent qui effectue ses missions en télétravail soit dans l'obligation de retourner l'attestation (jointe annexe) au Secrétariat général ;
- que le télétravail ne peut se pratiquer que sur la base du volontariat des agents et dans le cadre d'un dialogue et d'un encadrement de la part de la hiérarchie ;
- que le bien-être des agents placés en télétravail soit attentivement suivi et pris en considération.

- de reconnaître le caractère transitoire de cette nouvelle organisation du travail et de l'appliquer au confinement en cours et éventuellement ultérieurs;

- d'acter le souhait de la Commune de recourir au télétravail de manière pérenne et habituelle dans les années à venir en se basant sur l'expérimentation en cours.

POINT. 25 ADOPTION D'UN PRINCIPE EXCEPTIONNEL DE FACTURATION DES DROITS D'ÉCOLAGE DE L'ACADÉMIE DES ARTS

Par délibération en date du 2 juillet 2020, le Conseil Municipal a voté les tarifs trimestriels des droits d'écolage de l'Académie des Arts pour l'année scolaire 2020/2021.

Toutefois, la situation sanitaire de la Covid 19 imposant à nouveau de suspendre les cours, il est proposé au Conseil Municipal d'adopter le principe d'une facturation des montants votés au prorata du nombre de semaines de cours dispensés en présentiel à l'Académie des Arts, de manière à pouvoir nous adapter aux situations auxquelles nous sommes confrontés. A titre d'exemple, ce premier trimestre de l'année scolaire devrait normalement comporter 12 semaines de cours mais après seulement 5 semaines de fonctionnement, le confinement a été décrété. Si les cours ne devaient pas pouvoir reprendre avant janvier, nous pourrions facturer 5/12e du tarif initialement prévu. Si d'aventure, les cours pouvaient reprendre en décembre, nous pourrions facturer 8/12e du droit d'écolage.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité moins deux abstentions (Madame Céline ADESSI et Madame Anne-Catherine GIESHOFF) :

- d'approuver ce principe exceptionnel de facturation des droits d'écolage de l'Académie des Arts pour nous permettre de répondre aux situations ponctuelles auxquelles nous pouvons être confrontés (crise sanitaire, absence prolongé d'un professeur que nous peinerions à pouvoir remplacer...).

POINT. 26 INFORMATIONS DU MAIRE

Le Conseil Municipal a entériné la révision du PLU en date du 2 juillet 2020. Depuis lors, des imperfections, imprécisions et erreurs matérielles se sont faites jour et nécessitent une procédure de modification, conduite par Monsieur le Maire

L'ADAUHR a été chargée de programmer cette procédure qui, selon la teneur définitive des changements souhaités, peut nécessiter soit une enquête publique (modification classique du PLU), soit une simple mise à disposition du public suivant des modalités définies ultérieurement par le Conseil Municipal par voie de délibération (modification simplifiée du PLU). Un devis est en préparation à l'ADAUHR à ce sujet.

Les modifications suivantes semblent devoir être apportées au PLU:

- rectification d'une erreur matérielle du plan de détail relative à un alignement graphique à respecter boulevard d'Alsace en zone UE2, mise en place d'un alignement sur rue pour la partie Nord du site ;
- ajout de précisions locales relatives à la construction en zone UE, en particulier au droit des limites de certaines emprises routières et ferroviaires (Exemple : projet Protec). Ces précisions concernent les articles UE6 et UE7 sans remettre en cause les principes généraux des prospectes et reculs dans les autres parties des zones UE ;
- précisions rédactionnelles pour expliquer les proportions d'espaces verts et/ou non imperméabilisés en zone UE ;
- précisions relatives aux stationnements imposés au commerce du centre-ville, en particulier rue de France ;
- mises à jour diverses, facilitant la lecture et la compréhension du règlement par les différents acteurs de l'aménagement.

Monsieur **Patrick STRIBY** souhaite savoir qui a signalé ces erreurs matérielles.

Monsieur **le Maire** indique que cela vient des études de dossiers. Par exemple à la faveur d'un dépôt d'autorisation d'urbanisme, la lecture peut varier entre les services de la Ville et ceux de l'Agglomération. Une différence minime de quelques mètres peut avoir des incidences lourdes sur les validités de certains dossiers.

Monsieur **Patrick STRIBY** s'interroge sur le fait de savoir si ces erreurs invalident le PLU tel que révisé.

Monsieur **le Maire** répond par la négative. Le PLU est un document vivant qui peut subir des modifications.

Monsieur **Patrick STRIBY** indique que l'ADAUHR avait été missionnée pour l'élaboration de la révision et que ce sera également cette structure qui aura en charge cette modification.

Monsieur **Patrick STRIBY** s'interroge donc sur le point de savoir si elle a été à la hauteur lors de sa mission initiale.

Monsieur **Dominique BOHLY** indique préférer au mot « erreurs », qui est le terme consacré, celui d'« imprécisions ». Quelques millimètres de différence sur un plan se traduisent par des mètres en réalité et donc emporter des conséquences assez lourdes.

Monsieur **Dominique BOHLY** souligne la qualité du travail de l'ADAUHR.

POINT. 27 POINTS DIVERS

Monsieur **Patrick STRIBY** s'interroge quant à la promesse de vente de l'ancien tribunal qui fixe une date limite au 31 décembre.

Monsieur **Dominique BOHLY** réaffirme le fait que l'ensemble des promoteurs se montre tout à fait enthousiaste quant à ce projet. Il existe également des précisions à apporter au PLU ce qui retarde encore l'instruction du dossier.

Monsieur **Patrick STRIBY** insiste en déclarant qu'il reste seulement 35 jours avant l'échéance.

Madame **Alexandrina TRENEVA** s'interroge quant à l'annulation de la Commission jeunesse du 17 novembre dernier et sur la capacité de la Commune de procéder à des visioconférences pour maintenir ces réunions malgré le contexte sanitaire.

Monsieur **le Maire** rappelle que les Conseillers seront très prochainement équipés de tablettes et que grâce à cela, il sera probablement possible d'organiser des visioconférences.

Monsieur **le Maire** remercie les Conseillers Municipaux de leur présence et ne se déclare pas encore prêt de souhaiter des joyeuses fêtes de fin d'année à l'assemblée.

Monsieur **le Maire** renouvelle ses recommandations de prudence et ses souhaits de bonne santé à l'ensemble des personnes présentes.

Monsieur le Maire clôt la séance à 20h36.